



<div data-bbox="379 257 890 405" style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> Envoyé en préfecture le 12/02/2025 Reçu en préfecture le 12/02/2025 Publié le ID : 083-218300317-20250212-A_2025_DGS_06-AR </div> <div data-bbox="491 432 751 629" style="text-align: center;">  </div>	<div data-bbox="1018 123 1337 257" style="text-align: center;"> République Française Liberté, égalité, Fraternité Département du Var Arrondissement de Brignoles </div> <div data-bbox="1114 257 1241 488" style="text-align: center;">  </div> <div data-bbox="970 533 1241 566" style="text-align: center;"> Arrêté JLL/DGS 2025-06 </div> <div data-bbox="970 622 1165 656" style="text-align: center;"> <i>Nomenclature 5.4</i> </div>
---	--

ARRETE MUNICIPAL

Portant délégation temporaire et exceptionnelle des fonctions d'État civil

à Monsieur Gérard DEBOVE, conseiller municipal

En vue de célébration d'un mariage

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2122-18, qui confère au maire le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil municipal ;

VU le 2^e alinéa du chapitre I du titre 1^{er} de l'instruction générale relative à l'état civil du 21 septembre 1955 modifiée ;

VU le Journal officiel du 20 juin 2006 et la réponse apportée à la question au gouvernement par un membre de l'Assemblée Nationale n°86 716 ;

VU les procès-verbaux de l'élection du Maire et des adjoints du 1^{er} juillet 2020 ;

VU le tableau du conseil municipal.

CONSIDERANT que le maire et les adjoints sont tous titulaires d'une délégation ;

CONSIDERANT les empêchements ou absence de tous les adjoints délégués au maire et de Monsieur le Maire ;


CONSIDERANT que pour permettre une bonne administration de l'activité communale et du service de l'état civil, il est nécessaire de prévoir une délégation à Monsieur Gérard DEBOVE, conseiller municipal, de manière exceptionnelle pour la date du 1^{er} mars 2025 ;

CONSIDERANT que les conseillers municipaux délégués exercent leur fonction, sous la surveillance et la responsabilité du maire.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Monsieur Gérard DEBOVE, conseiller municipal auprès de la commune du Cannel des Maures, est délégué pour remplir le samedi 1^{er} mars 2025, les fonctions d'officier d'état civil pour célébrer un mariage. Il assurera en nos lieu et place, les fonctions d'officier de l'état civil. Cette délégation aura pour effet de légaliser les signatures, authentifier les copies, délivrer tous certificats et signer tous documents administratifs relatifs au service de l'état civil. Ces fonctions seront assurées concurremment avec nous ;

<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px;"> Envoyé en préfecture le 12/02/2025 Reçu en préfecture le 12/02/2025 Publié le ID : 083-218300317-20250212-A_2025_DGS_06-AR </div>	République Française Liberté, égalité, Fraternité Département du Var Arrondissement de Brignoles  LE CANNET DES MAURES
	Arrêté JLL/DGS 2025-06
	<i>Nomenclature 5.4</i>

ARTICLE 2 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché ;

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera faite à Monsieur le Sous-Préfet et à Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Draguignan.

Fait au Cimetière des Maures, le 12 février 2025

Le Maire,
Jean-Luc LONGOUR



Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr, ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.